

Le réseau de l'aide juridique
au service des gens...



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Avril 2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demande de renseignements		Pages
	Questions non répondues	1
01	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</p>	10
02	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024 :</p> <p>a. Les raisons du déplacement b. L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c. Les coûts ventilés; d. Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;</p>	11
03	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <p>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.</p>	12
04	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) Séparément :</p> <p>par le cabinet ministériel :</p> <p>a. Les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; b. Le but visé par chaque dépense; c. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement; d. Si l'événement s'est tenu virtuellement.</p> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <p>e. Les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; f. Le but visé par chaque dépense; g. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement; h. Si l'événement s'est tenu virtuellement.</p> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <p>i. Les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; j. Le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k. La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié); l. La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m. Le but visé par chaque dépense; n. Le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement; o. Si l'événement s'est tenu virtuellement.</p>	13

Demande de renseignements		Pages
05	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a. Les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;</p> <p>b. Le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c. Le nombre total et la liste des formations ventilée par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d. Les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;</p> <p>e. Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f. Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g. La liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;</p> <p>h. Le but visé par chaque dépense;</p> <p>i. Le nombre total et liste des formations ventilées par catégorie</p>	14
06	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :</p> <p>a. Les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b. Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c. Le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d. La date d'octroi du contrat;</p> <p>e. Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>f. L'échéancier;</p> <p>g. Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>	15
07	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a. La liste des soumissions et le montant de chacune;</p> <p>b. La grille d'évaluation des soumissions;</p> <p>c. Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;</p> <p>d. Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</p> <p>e. Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</p>	21
08	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :</p> <p>a. La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;</p> <p>b. Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);</p> <p>c. Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;</p> <p>d. Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;</p> <p>e. Une description de son mandat;</p> <p>f. La date de début de son contrat;</p> <p>g. La date prévue de fin de son contrat;</p> <p>h. Sa rémunération annuelle.</p>	22

Demande de renseignements	Pages
<p>09 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2023-2024, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a. Le nom du projet;</p> <p>b. La nature du projet;</p> <p>c. L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</p> <p>d. Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</p> <p>e. Les plus récentes évaluations du coût du projet;</p> <p>f. Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</p> <p>g. L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</p> <p>h. Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</p> <p>i. Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</p> <p>j. Le nombre d'employés (etc.) affectés à ce projet;</p> <p>k. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. <p>L. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;</p> <p>m. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.</p>	23
<p>11 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <p>a. La photocopie;</p> <p>b. Le mobilier de bureau;</p> <p>c. L'ameublement;</p> <p>d. La décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;</p> <p>e. Le distributeur d'eau de source;</p> <p>f. Le remboursement des frais de transport;</p> <p>g. Le remboursement des frais d'hébergement;</p> <p>h. Le remboursement des frais de repas;</p> <p>i. Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</p> <p>j. L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>a. Au Québec;</p> <p>b. À l'extérieur du Québec.</p>	25
<p>12 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p>a) le coût des contrats téléphoniques;</p> <p>b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;</p> <p>c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;</p> <p>d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;</p> <p>e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);</p> <p>f) le coût d'acquisition des appareils;</p> <p>g) le coût d'utilisation des appareils;</p> <p>h) les noms des fournisseurs;</p> <p>i) les ordinateurs portables;</p> <p>j) les iPads ou autre type de tablette électronique</p>	26

Demande de renseignements	Pages
<p>13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>a. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et plus;</p> <p>b. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et moins;</p> <p>c. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</p> <p>d. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</p> <p>e. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :</p> <p>– le coût moyen par employé, selon la classe de travail;</p> <p>f. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;</p> <p>g. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</p> <p>h. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;</p> <p>i. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;</p> <p>j. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</p> <p>k. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</p> <p>l. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</p> <p>m. Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</p> <p>n. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;</p> <p>o. Le nombre d'employés permanents et temporaires;</p> <p>p. Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;</p> <p>q. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;</p> <p>r. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;</p> <p>s. Le nombre de postes vacants et le nombre d'etc. non comblés, ventilé par région.</p>	27
<p>14 Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 :</p> <p>a. Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;</p> <p>b. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines;</p> <p>c. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>	29
<p>15 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <p>a) l'emplacement de la location;</p> <p>b) la superficie totale pour chaque local loué;</p> <p>c) le coût total de ladite location;</p> <p>d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</p> <p>e) la durée du bail;</p> <p>f) propriétaire de l'espace loué;</p> <p>g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.</p> <p>h) la superficie totale réellement occupée;</p> <p>i) la superficie inoccupée;</p> <p>j) le coût de location au mètre carré;</p> <p>k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</p>	30

Demande de renseignements	Pages
<p>16 Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir :</p> <p>a. La liste des actifs excédentaires inoccupés; b. La valeur estimée de ceux-ci; c. Les coûts d'entretien annuel; d. Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</p>	36
<p>17 Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <p>a. Les dates des travaux; b. Les coûts; c. Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>	37
<p>19 Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a. Le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b. La circonscription électorale; c. Le montant attribué; d. Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</p>	38
<p>22 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a. Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b. Par catégorie d'âge; c. Prévisions 2024-2025.</p>	39
<p>24 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Eureka, etc.) Du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.</p> <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>	40
<p>25 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>	41
<p>26 Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :</p> <p>a. Le nom du site web; b. Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c. Les coûts de construction du site; d. Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e. Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f. La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g. La fréquence moyenne de mise à jour; h. Le responsable du contenu du site; i. Les noms de domaines réservés;</p>	42
<p>30 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.</p>	43
<p>32 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2023-2024 demandé par le secrétariat du conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2023 pour 2024-2025.</p>	44

Demande de renseignements		Pages
33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	45
34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	46
36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	47
37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	48
40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a. La dépense totale (opération et capital); b. Les grands dossiers en cours; c. Le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d. Préciser le nombre en équivalent etc. et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e. Le nombre de consultants externe attirés aux dossiers informatiques.	49
41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	50
42	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a. La dépense totale relative au paiement des cotisations; b. La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c. Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.	51
43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a. La date; b. La nature; c. Les questions posées; d. Les réponses; e. La firme retenue; f. Les coûts.	52
49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	53

Demande de renseignements		Pages
50	<p>Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme :</p> <p>a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant: 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.</p>	54
51	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel requis pour fins de télétravail.	55
52	<p>Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 :</p> <p>a. Les sommes dépensées; b. Le nombre de demandes au programme d'aide aux employés (PAE); c. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.</p>	56
55	<p>Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer :</p> <p>a) le lieu ; b) le coût ; c) la ou les dates de participation ; d) le nombre de participants ; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ; f) le nom de la formation ou de l'activité.</p>	57
56	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024:</p> <p>a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin.</p>	58
57	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024:</p> <p>a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</p>	59
58	<p>Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :</p> <p>a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information ; b) le type d'incidents ; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.</p>	60
59	<p>Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages</p> <p>a. Nombre de stagiaires reçus; b. Heures de stages effectués; c. Rémunération totale déboursée.</p>	61

Demande de renseignements		Pages
71	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet de d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>a. Le nombre d'autorisations;</p> <p>b. Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>c. Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>d. Le montant accordé;</p> <p>e. Les motifs de la demande.</p>	62
72	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organismes en 2023-2024 :</p> <p>a. Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;</p> <p>b. Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);</p> <p>c. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;</p> <p>d. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;</p>	63
74	<p>La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.</p>	64

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLO)	# demande 2024-2025 2e opp. (CS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PC)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR1	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont domé la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande générale 5.
NR2	N/A	N/A	G161	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).	Référer à la réponse de la demande générale 131.
NR3	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2023-2024 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande générale 14a.
NR4	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande générale 15.
NR5	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande générale 16.
NR6	G21	N/A	G19	Amenagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du démantèlement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande générale 17.
NR7	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande générale 130.
NR8	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025, par mission.	Référer à la réponse de la demande générale 131.
NR9	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2023-2024, de mandataires, démissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR10	G47	N/A	N/A	Masses salariales	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande générale 37.
NR11	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référer à la réponse de la demande générale 3
NR12	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR13	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLO)	# demande 2024-2025 2e opp. (CS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PC)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR14	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommis dépensés par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Reférer à la réponse de la demande générale 6.
NR15	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du ROAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Reférer à la réponse de la demande générale 13o.
NR16	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Reférer à la réponse de la demande générale 13i.
NR17	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Reférer à la réponse de la demande générale 13q.
NR18	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion de départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Reférer à la réponse de la demande générale 13n.
NR19	N/A	G04	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Reférer à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR20	N/A	G05	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Reférer à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR21	N/A	G11	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Reférer à la réponse de la demande générale 6.
NR22	N/A	G15	N/A	Dépenses PAE 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Reférer à la réponse de la demande générale 52
NR23	N/A	G18	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Reférer à la réponse de la demande générale 15.
NR24	N/A	G25	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer les dépenses effectuées dans le cadre du plan d'action de développement durable du ministère ou de l'organisme ainsi que le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Reférer à la demande générale 47.
NR25	N/A	G27	N/A	Coût de reconduction des programmes	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Reférer à la réponse de la demande générale 38.
NR26	N/A	G28	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Reférer à la réponse de la demande générale 13i.
NR27	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet		Reférer à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLO)	# demande 2024-2025 2e opp. (CS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PC)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR28	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR29	G44a	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR30	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR31	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR32	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR33	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq armées, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR34	G56a	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR35	G56b	N/A	N/A	Plan culturel numérique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR36	G56c	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : c) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR37	G56d	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR38	G56e	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR39	G56f	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLO)	# demande 2024-2025 2e opp. (CS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PC)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR40	G56h	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR41	G56i	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR42	G56j	N/A	N/A	Plan d'action Criminalité au Nunavik	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR43	G56k	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR44	G56l	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Famille pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR45	G56n	N/A	N/A	Plan d'action Services publics d'emplois 2023-2024	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action des services publics d'emplois 2023-2024;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR46	G56o	N/A	N/A	Plan d'action en économie numérique	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en économie numérique;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'innovation et de l'énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR47	G56p	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, et ce, pour tous les ministères et organismes pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR48	G56q	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR49	G56r	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR50	G56s	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'innovation et de l'énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR51	G56t	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR52	G56u	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'innovation et de l'énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLO)	# demande 2024-2025 2e opp. (CS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PC)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR53	G56v	N/A	N/A	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR54	G56w	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR55	G56x	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR56	G56y	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR57	G56z	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR58	G56aa	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR59	G56bb	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR60	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Industrie transport terrestre et mobilité durable 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR61	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR62	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR63	G56ff	N/A	N/A	Plan d'action Agricolture et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations Internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR64	G56gg	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Éducation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR65	G56hh	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR66	G56ii	N/A	N/A	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025 Opp. off. (PLO)	# demande 2024-2025 2e opp. (CS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PC)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR67	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR68	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR69	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR70	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan pour une économie verte 2020-2030.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR71	N/A	N/A	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR72	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégies 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR73	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR74	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Politique culturelle du Québec.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR75	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	La réponse à cette question sera transmise par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR76	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR77	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR78	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR79	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR80	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLO)	# demande 2024-2025 2e opp. (CS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PC)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR81	G56yy	N/A	N/A	Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR82	G56zz	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie maritime 2015-2030.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR83	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR84	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie nationale de production de bois.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR85	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie nationale sur la main d'œuvre 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR86	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR87	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR88	G56fff	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR89	G56ggg	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR90	G56hhh	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR91	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec" pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR92	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Tourisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR93	G56kkk	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR94	N/A	G07	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLO)	# demande 2024-2025 2e opp. (CS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PC)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR95	N/A	G09	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR96	N/A	G10	N/A	Dépenses PNCS 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR97	N/A	G19	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR98	N/A	G29	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR99	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR100	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR101	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR102	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR103	N/A	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR104	G14h	N/A	G16g	Plaines harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR105	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2023-2024 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2023-2024 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLO)	# demande 2024-2025 2e opp. (CS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	N/A	G20	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	N/A	G22	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que l'adite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2023-2024, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues; le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **01**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour ;
- b) la copie des programmes et rapports de mission ;
- c) les personnes rencontrées ;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés ;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé..

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Voyage	Coût
	0 \$

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère en vertu du règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information/fr>

Question **02**

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2023 2024 :

- a. Les raisons du déplacement
- b. L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c. Les coûts ventilés.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 17).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr>

Question **03**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024 , et les prévisions pour 2024-2025;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
- g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
- h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Firme	Mode d'octroi	Objet	Coût
Groupe TAQ	Contrat négocié	Feuillets et affiches barème admissibilité	3 530 \$
Deschamps Impression inc.	Contrat négocié	Dépliants Réseau Aide Juridique	10 529 \$
Deschamps Impression inc.	Contrat négocié	Feuillets "Papillon SARPA"	5 100 \$
CNW TELBEC	Contrat négocié	Diffusion de communiqués de presse.	375 \$
Groupe TAQ	Contrat négocié	Feuillets et affiches barème admissibilité	3 530 \$
Deschamps Impression inc.	Contrat négocié	Dépliants Réseau Aide Juridique	10 529 \$
		Total	<u>19 534 \$</u>

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 24).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Question **04**

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) Séparément :

par le cabinet ministériel :

- a. Les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- b. Le but visé par chaque dépense;
- c. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d. Si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e. Les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- f. Le but visé par chaque dépense;
- g. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h. Si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i. Les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- j. Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k. La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- l. La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m. Le but visé par chaque dépense;
- n. Le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o. Si l'événement s'est tenu virtuellement.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

Question **05**

La liste des dépenses en formation de communication :

- Organisée par le ministère ou l'organisme :
- a. Les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
 - b. Le but recherché par chaque dépense;
 - c. Le nombre total et la liste des formations ventilée par catégorie.
- Données par un professionnel ou une firme externe :
- d. Les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;
 - e. Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f. Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g. La liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
 - h. Le but visé par chaque dépense;
 - i. Le nombre total et liste des formations ventilées par catégorie.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Organisée par l'organisme

Aucune.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
	0 \$

Organisée par une firme externe

Aucune.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?Lang=fr>

Question 06

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a. Les noms du professionnel ou de la firme;
- b. Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c. Le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d. La date d'octroi du contrat;
- e. Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f. L'échéancier;
- g. Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Étude des crédits 2024-2025

Renseignements généraux

Question **06**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
A+ Transition inc.	Formations.	Contrats négociés	7 843 \$
amazon.ca	Équipements informatiques.	Contrats négociés	6 243 \$
Annick Perron	Consultante en gestion du changement.	Contrat négocié	10 440 \$
Apple Store	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 615 \$
BEANFIELD METROCONNECT	Télécommunications, Internet.	Contrat négocié	8 587 \$
Bettina Karpel	Traduction de textes juridiques.	Contrats négociés	1 452 \$
BOLDESK.COM	Licences informatiques.	Contrat négocié	3 213 \$
Bonheur en vrac	Diffusion de formations en ligne.	Contrat négocié	1 934 \$
Cégep Édouard-Montpetit	Formations.	Contrats négociés	2 770 \$
Challenge-Action Inc.	Formation.	Contrat négocié	2 200 \$
Charron Boissé Lévesque, Huissiers de justice Inc.	Huissiers.	Contrats négociés	2 397 \$
Cognat Inc.	Service de sauvegardes informatiques.	Contrat négocié	14 195 \$
Copibec	Licences pour reproduction de documents.	Contrats négociés	1 330 \$
COPICOM SOLUTION INC.	Entretien de photocopieurs.	Contrat négocié	1 132 \$
Deschamps Impression inc.	Impression de dépliants pour le Réseau d'Aide juridique.	Contrat négocié	10 529 \$
Deschamps Impression inc.	Impression d'encarts pour le SARPA.	Contrat négocié	5 100 \$
DGI - Complexe	Entretien général des locaux.	Contrat négocié	7 416 \$
Digital River, Inc.	Achat du logiciel PDF-Xchange.	Contrat négocié	15 102 \$
Divertissement KOS Entertainment	Service de disc-jockey journées d'étude.	Contrat négocié	2 450 \$
Gestar Inc.	Soutien annuel logiciel e-Documentik.	Contrat négocié	2 000 \$
Gestar Inc.	Formation.	Contrat négocié	900 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **06**

Suite

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Services juridiques	Contrat négocié	12 548 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Services juridiques	Contrat négocié	14 821 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Services juridiques	Contrat négocié	10 807 \$
GRONDIN SAVARESE LEGAL INC.	Formation.	Contrat négocié	1 000 \$
Groupe MP-Plus	Formation.	Contrat négocié	3 610 \$
Groupe TAQ	Impression de feuillets et d'affiches sur les barèmes d'admissibilité à l'Aide Juridique.	Contrat négocié	3 530 \$
HumbleFax.com	Licences pour logiciel.	Contrat négocié	4 024 \$
Imprimerie BBM-Lancôt inc.	Impression de documents.	Contrats négociés	1 953 \$
LAFORTUNE LÉGAL	Rédaction de mémoire pour le service d'avocats-conseils et contentieux.	Contrat négocié	2 973 \$
Les Éditions Wilson & Lafleur inc.	Documentation.	Contrats négociés	1 301 \$
Les rebelles - boîte de publicité	Graphisme pour publicités.	Contrat négocié	4 201 \$
LexisNexis Canada Inc.	Documentation.	Contrats négociés	19 740 \$
LifeWorks (Canada) Ltd	Programme d'aide aux employés.	Contrat négocié	1 077 \$
Linéaire Infographie Inc.	Produits promotionnels.	Contrat négocié	2 600 \$
Lussier	Assurance commerciale.	Contrat négocié	24 940 \$
Me Francis Meloche	Services juridiques.	Contrat négocié	13 409 \$
Me Pierre St-Arnaud	Services juridiques.	Contrat négocié	1 768 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 436 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	290 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	420 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	987 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	14 579 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Étude des crédits 2024-2025

Renseignements généraux

Question **06**

Suite

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	2 721 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	4 356 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	2 894 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 715 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	400 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 131 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	325 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 420 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	2 888 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	216 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 296 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrat négocié	2 992 \$
Microsoft Corporation	Licences pour logiciels.	Contrat négocié	1994 \$
Miro Formerly Realtimeboard	Application informatique.	Contrat négocié	1 161 \$
Monday.com	Application informatique.	Contrat négocié	1 657 \$
Moneris	Frais de services pour système de paiement Moneris.	Contrat négocié	12 001 \$
Nethris	Frais de services pour système de paie.	Contrat négocié	3 613 \$
NOVEXCO INC.	Fournitures de bureau.	Contrats négociés	5 230 \$
OUELLET NADON ET ASSOCIÉES	Formation.	Contrat négocié	1 000 \$
PAPIERS & PASSIONS INC.	Fournitures de bureau.	Contrat négocié	2 883 \$
Paul Ducharme Photographe	Photos pour 50e anniversaire de l'Aide Juridique.	Contrat négocié	1 200 \$
PitneyWorks	Achat de timbres.	Contrats négociés	6 555 \$
Purolator Inc.	Service de messagerie.	Contrats négociés	1 618 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Étude des crédits 2024-2025

Renseignements généraux

Question **06**

Suite

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Linda Sabourin	Formation.	Contrat négocié	2 132 \$
Sage Software Canada	Licence d'utilisation de logiciel.	Contrat négocié	5 764 \$
Sarah Plamondon Avocate Inc.	Formation.	Contrat négocié	2 383 \$
Services graphiques Deux-Montagnes	Impression cahier souvenir pour 50e anniversaire de l'Aide Juridique.	Contrat négocié	9 965 \$
Services graphiques Deux-Montagnes	Impression rapport annuel.	Contrat négocié	6 378 \$
Servirplus	Formations.	Contrats négociés	2 150 \$
Société Place des Arts	Stationnements.	Contrat négocié	7 032 \$
Softchoice LP	Licences pour logiciel Office 365.	Contrat négocié	24 363 \$
Softchoice LP	Licences pour logiciel Antivirus.	Contrat négocié	7 016 \$
Softchoice LP	Licences pour logiciel Teams.	Contrat négocié	12 116 \$
Softchoice LP	Licences pour logiciel Adobe.	Contrat négocié	920 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 128 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 125 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 173 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 125 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 320 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 173 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 125 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 319 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 125 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 319 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 125 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 512 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **06**

Suite

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 125 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 580 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 125 \$
SSLs.com	Service informatique.	Contrat négocié	1 450 \$
Technopub	Impression de documents.	Contrat négocié	2 155 \$
TELUS	Téléphonie mobile.	Contrat négocié	6 879 \$
TELUS Santé	Programme d'aide aux employés.	Contrat négocié	4 852 \$
Thomson Reuters Canada	Banques de données juridiques.	Contrat négocié	18 286 \$
Typeform SL	Application informatique.	Contrat négocié	1 204 \$
Wolters Kluwer Canada Limited	Documentation.	Contrats négociés	10 589 \$
Zoom Video Communications Inc.	Licences informatiques.	Contrat négocié	6 026 \$
Total			498 069 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Question **07**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a. La liste des soumissions et le montant de chacune;
- b. La grille d'évaluation des soumissions;
- c. Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d. Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e. Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:

<https://www.seao.ca/>.

Question **08**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :

- a. La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b. Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c. Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d. Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e. Une description de son mandat;
- f. La date de début de son contrat;
- g. La date prévue de fin de son contrat;
- h. Sa rémunération annuelle.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <http://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2023-2024, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a. Le nom du projet;
- b. La nature du projet;
- c. L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d. Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e. Les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f. Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g. L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h. Les firmes ou OSBL associées au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i. Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j. Le nombre d'employés (etc.) affectés à ce projet;
- k. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- L. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.

Question 09

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **09**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Nom du projet	Nature du projet	Coût initial prévu	Total à ce jour	Étude logiciel libre	% de réalisation à ce jour	Pénalités
Programme de transformation numérique du réseau d'aide juridique (eMAJ):						
Déploiement d'une solution pour la gestion des ressources humaines	Modernisation et transformation numérique du réseau de l'aide juridique. (Transition services conseils Inc.) (Analyse des besoins d'affaires complétée)	530 298 \$ (Sur 1 an)	58 586 \$		10%	Aucune
Outil de gestion de pratique et logiciel d'admissibilité	Doter le personnel permanent d'un outil de gestion numérique de pratique professionnelle et de la gestion de l'admissibilité.	5 061 366 \$ (Sur 3 ans)	1 380 327 \$		25%	Aucune
Migration infonuagique	Migration du stockage de données vers des solutions infonuagiques	94 500 \$	41 775\$	N/A	45%	Aucune

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Question **11**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a. La photocopie;
- b. Le mobilier de bureau;
- c. L'ameublement;
- d. La décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e. Le distributeur d'eau de source;
- f. Le remboursement des frais de transport;
- g. Le remboursement des frais d'hébergement;
- h. Le remboursement des frais de repas;
- i. Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j. L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a. Au Québec;
 - b. À l'extérieur du Québec.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	CSJ
Photocopie	0 \$
Mobilier de bureau et ameublement	0 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas	5 999 \$
Frais de fêtes (aucun frais d'alcool)	0 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec	110 \$
Congrès, colloques et perfectionnement à l'extérieur du Québec	0 \$
Total	6 109 \$

Question **12**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphone intelligent);
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	CSJ
Les coûts d'acquisition des appareils	1 499 \$
Le coût d'utilisation des appareils	0 \$
Le coût des contrats téléphoniques	536 \$
Le coût des frais d'itinérance	0 \$
Le coût lié aux dépassements des forfaits de données	0 \$
Les coûts de résiliation	0 \$
Total	2 035 \$

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx>

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :

- a. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et plus;
- b. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et moins;
- c. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m. Le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n. Le nombre de départ volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q. Le nombre de postes vacants et le nombre d'etc. non comblés, ventilé par région.

Question 13

Question 13	Suite
--------------------	-------

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Les employés de la Commission des services juridiques ne sont pas assujettis à la loi sur la fonction publique (r.l.r.q., chapitre f-3.1.1).

<p>Question 14</p>	<p>Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 :</p> <p>a. Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;</p> <p>b. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines;</p> <p>c. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>
---------------------------	---

A la réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines

7

C. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

3

CSJ seulement

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Question 15

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m ²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2023	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
283 Boulevard La Salle, Baie-Comeau	69 225 \$	343.50 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
25 Route 138, Forestville	29 184 \$	175.00 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
700 Boulevard Laure, Sept-Îles	71 640 \$	429.29 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
420 Rue Saint-Georges, Drummondville	73 180 \$	334.52 m ²			3 ans	Société québécoise des infrastructures
547 Rue Commerciale, La Tuque	15 109 \$	80.16 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
55 rue Marcel, Louiseville	9 255 \$	54.08 m ²			3 ans	Société québécoise des infrastructures
500 Avenue Broadway, Shawinigan	62 964 \$	363.26 m ²	9 909 \$		10 ans	Société québécoise des infrastructures
1350 Rue Royale, Trois-Rivières	229 839 \$	982.47 m ²			12 ans	Société québécoise des infrastructures
746 Rue Notre-Dame, Victoriaville	56 372 \$	309.92 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
147 Boulevard Saint-Jean-Baptiste, Châteauguay	44 133 \$	205.60 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
406 Rue du Sud, Cowansville	48 903 \$	204.34 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
55 Rue Principale, Granby	45 979 \$	269.28 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
1732 Marie-Victorin, Longueuil	188 639 \$	707.85 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
101 Boulevard Roland-Therrien, Longueuil	342 921 \$	1 019.47 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
431 Avenue Sainte-Anne, Saint-Hyacinthe	101 992 \$	381.88 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
232 Rue Longueuil, Saint-Jean-sur-Richelieu	56 545 \$	258.58 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
151 Rue Salaberry, Salaberry-de-Valleyfield	75 807 \$	349.45 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
75 Rue George, Sorel-Tracy	55 552 \$	267.86 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
566 1re Avenue, Amos	79 897 \$	365.57 m ²			2 ans	Société québécoise des infrastructures

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **15**

Suite

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m ²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2023	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
361 3e Rue, Chibougamau	17 759 \$	91.66 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
575 Katingajit Road, Kuujjuaq	54 606 \$	105.00 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
604 Siuralituuk Street, Kuujjuaq	25 940 \$	66.04 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
660 Makiuk Street, Kuujjuaq	31 265 \$	84.18 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
360 Rue Principale, La Sarre	25 263 \$	133.75 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
53 Rue du Terminus, Rouyn-Noranda	66 329 \$	216.75 m ²			2 ans	Société québécoise des infrastructures
849 5e Avenue, Val-d'Or	245 748 \$	310.41 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
3 Rue Sainte-Anne, Ville-Marie	25 342 \$	120.90 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
450 Rue Saint-Louis, Joliette	131 954 \$	586.19 m ²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
505 Avenue Béthanie, Lachute	25 780 \$	149.42 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
585 Rue Hébert, Mont-Laurier	47 843 \$	270.78 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
10 A Boulevard Brien, Repentigny	58 222 \$	224.45 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
118 Rue Principale, Sainte-Agathe-des-Monts	29 290 \$	98.82 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
220 Boulevard Labelle, Sainte-Thérèse	52 672 \$	222.58 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
300, rue Sicard bureau 210 Sainte-Thérèse	75 038 \$	327.34 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
7-11 Chemin de la Grande-Côte, Saint-Eustache	29 498 \$	122.22 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
460 Rue Labelle, Saint-Jérôme	270 954 \$	924.23 m ²	38 080 \$		5 ans	Société québécoise des infrastructures
891 Rue Saint-François-Xavier, Terrebonne	31 379 \$	111.27 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
18 Rue du Manège, Coaticook	17 950 \$	71.00 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
674 Rue Dufferin, Stanstead	4 546 \$	27.44 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
1717 Boulevard Saint-Martin, Laval	176 813 \$	809.35 m ²	225 \$		5 ans	Société québécoise des infrastructures

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **15**

Suite

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m ²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2023	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
5800 Rue Saint-Denis, Montréal	182 590 \$	670.48 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
425 Boulevard de Maisonneuve, Montréal	588 959 \$	1 157.62 m ²	6 393 \$		25 ans	Société québécoise des infrastructures
5858 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal	117 225 \$	477.68 m ²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
5100 Rue Sherbrooke, Montréal	172 451 \$	620.40 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
5879 Boulevard Henri-Bourassa, Montréal-Nord	195 452 \$	601.06 m ²			11 ans	Société québécoise des infrastructures
201 Boulevard Crémazie, Montréal	223 444 \$	825.33 m ²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
800 Boulevard de Maisonneuve, Montréal	782 742 \$	2 145.60 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
410 Rue Bellechasse, Montréal	Nd	Nd			Nd	Société québécoise des infrastructures
4250 Rue Wellington, Verdun	204 731 \$	618.52 m ²	1 202 \$		Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
600 Rue Fullum, Montréal	110 718 \$	620.47 m ²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
21 Rue Patrick-Morgan, La Malbaie	20 680 \$	121.89 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
5130 Boulevard Guillaume-Couture, Lévis	75 748 \$	310.32 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
68 Rue du Palais de Justice, Montmagny	40 232 \$	212.11 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
8500 Boulevard Henri-Bourassa, Québec	118 866 \$	509.76 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
400 Boulevard Jean-Lesage, Québec	406 007 \$	1 663 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
1515 Avenue D'Estimauville, Québec	70 258 \$	421.3 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
11535 1re Avenue, Saint-Georges	51 736 \$	242.87 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
700 Avenue Robert-Cliche, Saint-Joseph-de-Beauce	36 530 \$	209.37 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
49 Boulevard Saint-Benoît, Amqui	25 845 \$	131 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
455 Chemin Avila-Arseneau, Cap-aux-Meules	24 077 \$	103 m ²	55 800 \$		12 ans	Société québécoise des infrastructures
505 Avenue Daigneault, Chandler	52 365 \$	180 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures

Étude des crédits 2024-2025

Renseignements généraux

Question **15**

Suite

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m ²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2023	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
185 Boulevard De York, Gaspé	37 785 \$	165 m ²			12 ans	Société québécoise des infrastructures
308 Rue de la Gare, Matane	42 547 \$	223 m ²			13 ans	Société québécoise des infrastructures
122 Boulevard Perron, New Richmond	40 968 \$	188 m ²			14 ans	Société québécoise des infrastructures
320 Rue Saint-Germain, Rimouski	147 384 \$	702 m ²			15 ans	Société québécoise des infrastructures
33 Rue de la Cour, Rivière-du-Loup	54 162 \$	399 m ²			14 ans	Société québécoise des infrastructures
6 1re Avenue, Sainte-Anne-des-Monts	20 736 \$	119 m ²			11 ans	Société québécoise des infrastructures
38 Rue Saint-Philippe, Témiscouata-sur-le-Lac	24 036 \$	110 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
530 Rue Collard, Alma	54 094 \$	255.49 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
1390 Boulevard Wallberg, Dolbeau-Mistassini	36 963 \$	159.38 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
845 Boulevard Saint-Joseph, Roberval	39 023 \$	171.32 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
3639 Boulevard Harvey, Saguenay	64 159 \$	318.93 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
267 Rue Racine, Saguenay	161 027 \$	537.45 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
301 Rue Albert, Saguenay	29 646 \$	100.83 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
150 Rue Sainte-Catherine, Montréal	788 103 \$	1 658.41 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
225 Rue King Ouest, Sherbrooke	222 820 \$	1 130.26 M ²			10 ans	Gilles Boisvert Inc.
57, Rue Notre-Dame Ouest, Theftford Mines	45 550 \$	311.18 M ²			5 ans	Compagnie (9164-4222) Inc.
321, Rue Chassé, Asbestos	21 240 \$	169.89 M ²			5 ans	M.R.C. Asbestos
4340 B, Rue Laval, Lac-Mégantic	32 375 \$	171.87 M ²			5 ans	Placements L.H.V. Inc.
42, Rue Principale Ouest Bureau 200, Magog	36 065 \$	182.22 M ²			7 ans	Opto Gestion Inc.
225 Rue King Ouest, Sherbrooke	95 295 \$	534.19 M ²			10 ans	Gilles Boisvert Inc.
207, St-Georges, Windsor	2 500 \$	24.50 M ²			1 an	MTESS

Question **15**

Suite

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m ²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2023	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
245, Rue Montcalm, Disraéli	2 400 \$	18 M ²			1 an	C.L.S.C. Frontenac
510, Boul Maloney, Bureau 201, Gatineau	51 978 \$	223.7 M ²			5 ans	6611923 Canada Inc.
142, Rue Front, Campbell's Bay	16 200 \$	142.6 M ²			5 ans	Robert C. Larivière et Christine Burke
116, Rue King, Bureau C, Maniwaki	16 705 \$	121.46 M ²			5 ans	75835910 Canada Inc.
135, Rue Joseph, Gatineau	49 920 \$	237.0 M ²			5 ans	Marquis Lafleur Inc. et Éric Robillard
136, Rue Wright, Gatineau	135 240 \$	546.3 M ²			5 ans	135 933 Canada Inc.
365, Boul. Gréber, Bur 202, Gatineau	74 360 \$	389.48 M ²			5 ans	Les Immeubles Tassé
204, Chemin Aylmer, Gatineau	30 878 \$	102.5 M ²			5 ans	4201221 Canada Inc.
768, Boul. St-Joseph, Bureau 210, Gatineau	94 485 \$	419.0 M ²			5 ans	146 786 Canada Inc.
2533, Rue Centre 101 Montréal Québec	55 012 \$	278.71 M ²			5 ans	9208-1991 Québec Inc.

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). (CSJ seulement)

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Question **16**

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir :

- a. La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b. La valeur estimée de ceux-ci;
- c. Les coûts d'entretien annuel;
- d. Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

Aucun.

Question **17**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a. Les dates des travaux;
- b. Les coûts;
- c. Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

Question **19**

Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a. Le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b. La circonscription électorale;
- c. Le montant attribué;
- d. Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère ou de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 26).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr&categorieid=1>

Question **22**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a. Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b. Par catégorie d'âge;
- c. Prévisions 2024-2025.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question **24**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Eureka, etc.) Du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Fournisseur	Coût	Description
LexisNexis Canada Inc.	10 603 \$	Banques de données juridiques
SOQU01-Soquij	790 210 \$	Banques de données juridiques
Thomson Reuters Canada	38 010 \$	Banques de données juridiques
Centre d'accès à l'information juridique	5 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Comité Chômage de Montréal	10 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Les Editions Thémis Inc.	65 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Emond Montgomery Publishing	116 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
LE CODE DUCHARME	358 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
LexisNexis Canada Inc.	9 206 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Presses de l'Université du Québec	36 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Magazine Protégez-Vous	96 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Soquij	350 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Thomson Reuters Canada	73 712 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Université de Sherbrooke	81 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Librairie Wilson & Lafleur inc.	710 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Les Éditions Wilson & Lafleur inc.	1 195 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Wolters Kluwer Canada Limited	6 226 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Total	930 989 \$	

Question **25**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

Question **26**

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a. Le nom du site web;
- b. Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c. Les coûts de construction du site;
- d. Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e. Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f. La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g. La fréquence moyenne de mise à jour;
- h. Le responsable du contenu du site;
- i. Les noms de domaines réservés;

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Adresse du site Internet : www.csj.qc.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le site a été créé en 2000 par des ressources internes et par M. Jean-François Bourret, consultant. Il a été complètement restauré en 2017 par des ressources internes.
Les coûts de construction du site :	33 775 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	24 003 \$ en 2023-2024 / entretien et mise à jour par des ressources internes.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun en 2023-2024.

Adresse du site Internet : www.sarpaquebec.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le service Informatique interne de la Commission
Les coûts de construction du site :	120 652 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	15 431 \$ en 2023-2024 / entretien et mise à jour par des ressources internes.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun en 2023-2024.

Question **30**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **32**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du conseil du trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **33**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

Question **34**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Primes au rendement et bonis	CSJ
Total	Aucune

Question **36**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Primes de départ et bris de contrat	CSJ
Total	Aucune

Question 37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
--------------------	---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **40**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a. La dépense totale (opération et capital);
- b. Les grands dossiers en cours;
- c. Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d. Préciser le nombre en équivalent etc. et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e. Le nombre de consultants externe attitrés aux dossiers informatiques.

B : Les informations sont disponibles au tableau de bord
site internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>

D : La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

E. : la réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. Pour la commission des services juridiques, la dépense totale en ressources informationnelles pour 2023-2024 (opération et capitale) s'élève à **2 853 364 \$**.

Question 41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
--------------------	---

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **42**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a. La dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b. La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c. Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Nom de l'association	Nombre de personnes	Nom de la directive	Coût total
Barreau du Québec	512	Conventions collectives des avocats en vigueur; Article 13, 44 et 46 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (RLRQ, c.A-14).	705 050 \$
Ordre des CPA du Québec	12	Directive 6-79	12 617 \$
Ordre des ingénieurs du Québec	1	Directive 6-79	589 \$
Ordre des CRHA du Québec	2	Directive 6-79	1 379 \$
Total	527		719 635\$

Question **43**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a. La date;
- b. La nature;
- c. Les questions posées;
- d. Les réponses;
- e. La firme retenue;
- f. Les coûts.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Firme	Coût
	0 \$

<p>Question 49</p>	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.</p>
---------------------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

Question **50**

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant: 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Question **51**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel requis pour fins de télétravail.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Remboursements aux employés : 207 \$

CSJ seulement

Question **52**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 :

- a. Les sommes dépensées;
- b. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. Aucune
- B. Aucune

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Question **55**

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23)

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr&categorieid=1&souscategorie=3>

Question **56**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024:

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Question **57**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024:

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Nombre d'employé affectés aux communications : Aucun
- b) Montant dépensé par la direction : 40 305 \$
- c) Référer à la réponse de la demande générale 06

Question **58**

Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information ;
- b) le type d'incidents ;
- c) les sommes dépensées en gestion des incidents.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Question **59**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages

- a. Nombre de stagiaires reçus;
- b. Heures de stages effectués;
- c. Rémunération totale déboursée.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Stagiaires	Rémunération
34	969 372 \$

Estimation au 29 février 2024

Question **71**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet de d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a. Le nombre d'autorisations;
- b. Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c. Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d. Le montant accordé;
- e. Les motifs de la demande.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:

<https://www.seao.ca/>

Question **72**

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organismes en 2023-2024 :

- a. Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b. Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2023-2024 des ministère et organismes.

Question **74**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.